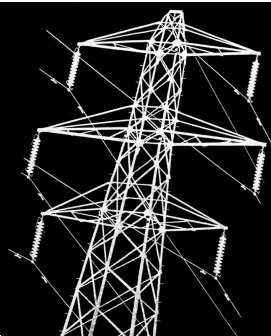


# HAUTE TENSION

FEUILLE D'INFOS DU  
COLLECTIF RADICALEMENT ANTI-NUCLÉAIRE.  
PARUTION IRRÉGULIÈRE. PRIX LIBRE. IPNS.  
N°2. MAI 2008.

E-mail : CRAN@no-log.org, site internet : <http://www.anartoka.com/cran>



## ÉDITO

Ca faisait un moment que le CRAN n'avait pas donné signe de vie clinique, pourtant nous continuions à nous activer.

Ainsi le 29 avril dernier nous diffusions au squat Le Pavillon Noir de Caen, le film de compagnon-ne-s « Ceci est une simulation ».

A noter que l'Infokiosk du CRAN continue d'exister. Il est posé au Pavillon Noir ouvert, en mars dernier, Boulevard Poincaré.

Et comme combattre radicalement le nucléaire et son Monde demeure une nécessité...

A noter pas mal de nouvelles sur le front nucléaire, ce qui donne un numéro avec pas mal de brèves...

## LE MEILLEUR DES MONDES NUCLÉAIRE.

ET OUI THT ET NUCLÉAIRE SONT NOCIFS... MAIS LES NUCLÉOCRATES SONT RASSURANTS ! LE P.S.I.G. A FLAMANVILLE.

Selon une étude réalisée par l'Office fédéral de protection contre les radiations, à partir de données statistiques portant sur la période 1980-2003 dans les régions proches de 21 réacteurs ou anciens réacteurs allemands, le risque de cancer augmente de 60% lorsque l'enfant habite à moins de 5 km d'une centrale, et même de 117% si on prend en compte uniquement les leucémies. (Source AFP)

Par ailleurs un collectif « citoyen » a mis en place une étude autour du tracé Cotentin Maine, une étude sur les problèmes posés par la ligne THT déjà existante. Quelques pré-conclusions ont déjà transpiré : augmentation des leucémies, des cancers, de l'irritabilité, des maux de tête, des dépressions... Plus de précisions en juin prochain. Pour RTE (responsable des lignes) pas de danger!

### DES PROBLÈMES SUR LE CHANTIER DE FLAMANVILLE.

Le chantier du nouveau réacteur EPR avance à vitesse grand V. Mais il s'y pose des problèmes. L'autorité de sûreté nucléaire (ASN), pourtant peu soupçonnable d'hostilité aux intérêts nucléocratiques, pointe des défauts importants dans le coulage du béton.

« Lors de son inspection du 5 mars sur la construction du radier de l'îlot nucléaire, l'ASN a découvert que « la qualité du ferrailage n'était pas satisfaisante ». L'Autorité de sûreté pointe également « des insuffisances dans le contrôle technique exercé par le groupement Bouygues, Quille et Baudin-Châteauneuf » et dans la surveillance des activités exercées par EDF. » (Source Ouest-France).

Par ailleurs, il semble que le granite riche en fer de Diellette et les vents violents du nord-cotentin posent un certain nombre de problème sur le chantier (source CRILAN).

A noter également que les conditions de travail sont également dégradées. Plusieurs cas de dépressions de travailleurs seraient signalés.

Depuis quelques mois le PSIG, Peloton Spécial d'Intervention de Gendarmerie, a déménagé de Cherbourg aux abords de la centrale nucléaire de Flamanville. Le peloton a vu ses effectifs augmenter de 25 à 35 unités. Les contrôles se sont renforcés aux abords du site nucléaire en chantier, surtout pour les opposant-e-s.

Lors d'un récent rassemblement le 26 avril dernier, ces PSIG avaient sorti des motos tout terrain pour escorter les manifestant-e-s dans les chasses flamanvillaises.

Dans les années 70, au moment des premières oppositions, c'était des pelotons de mobiles qui logeaient alors à Siouville en permanence. Ils étaient alors 80.

Une nouvelle preuve que société nucléaire rime avec société policière... et surveillance généralisée.

### L'ENSICAEN RENFORCE SES ÉTUDES EN NUCLÉAIRE.

L'EnsiCaen, école d'ingénieur de Caen, lors du 15ème colloque de la SFEN (Société française de l'Energie Nucléaire), déclarait vouloir développer ses formations en nucléaire. L'EnsiCaen a déjà des formations spécifiques comme l'instrumentation et le génie nucléaire. Elle recevait à cette occasion un haut commissaire à l'énergie atomique. Dans cette école, le nombre d'étudiant-e-s n'a cessé d'augmenter. Comme le souligne l'un des enseignants : « L'évolution doit se poursuivre avec nos partenaires industriels ». D'autant que les besoins sont énormes : « Pour 2011, les besoins ont été estimés à 1000 à 1100 ingénieurs par an. Nous n'en sommes qu'à 300 ou 400. »... « d'autant que le nombre de réacteurs au niveau mondial sera augmenté par 3 »... Du coup le nombre d'étudiant-e-s de L'Ensi passera de 24 à 32 en 2009. (source Ouest-France Caen 15/03/08)



السلامة النووية

## LE COLLECTIF RADICALEMENT ANTI-NUCLÉAIRE :

Nous nous sommes organisé-e-s en collectif depuis environ un an. Nous sommes principalement caennais-se-s. Pour certain-e-s d'entre-nous la lutte anti-nucléaire n'est pas nouvelle. Nous étions un certain nombre par exemple à organiser un espace autonome avec la coordination contre la société nucléaire au sein du Village Alternatif Autogéré et Anti-Nucléaire d'avril 2006 à Cherbourg. Nous nous sommes réuni-e-s autour d'un projet commun contre le nucléaire et la société dans laquelle il se développe. Pour affirmer notre refus du nucléaire et de ses désastres quotidiens de la Biélorussie à Cherbourg. Pour dénoncer la prolifération de l'armement nucléaire et le développement de la société de contrôle social et policier qui lui sont intimement liés. Pour s'opposer à la dictature de son armada d'experts et l'expropriation de nos propres vies qui s'y déploient. Également pour remettre en lumière le lien entre nucléaire et capitalisme et insister sur la nécessité de rompre avec la notion de développement fut-il durable...

Nous nous sommes réuni-e-s également autour de pratiques communes : l'action directe contre les nucléocrates et leurs entreprises de destruction du vivant, le refus des logiques électoralistes et du fétichisme organisationnel (politique ou syndical), la réappropriation de l'histoire de la lutte antinucléaire, à travers la réédition de textes anciens ou plus récents, l'échange d'infos et d'analyses sur la question du nucléaire.



## DES NOUVELLES DES LUTTES, ET ACTIONS.

### UN TRANSPORT NUCLEAIRE RETARDÉ DANS LE COIN DU MOLAY-LITTRY.

Le 18 décembre 2007 un convoi de déchets nucléaires en provenance d'Italie a été ralenti au Molay-Littry dans le Calvados. Le ralentissement a été tu par la presse et pour cause l'action est demeurée anonyme. En gare de Caen le midi, une manifestation est organisée par le groupe local des collectifs anti-EPR. Des tracts sont distribués en gare tandis que le train, sous surveillance policière quasi-nulle, repart.

Au Molay-Littry, un « incident » survient. Des militants seraient sur les voies et voudraient bloquer le train... Confusion générale... Le train ne redémarre pas, les autorités veulent vérifier la ligne avant tout mouvement. Des bougies auraient été allumées sur les voies, collant plus de 2 heures de retard au convoi. Depuis cette action anonyme, une enquête est ouverte. Un militant antinucléaire caennais a été ainsi auditionné suite à un contrôle d'identité du côté du Molay-Littry.

On peut tout de même s'interroger sur le manque de publicité autour de cette action. Autant du côté de l'exploitant que du côté des spécialistes des actions spectaculaires. Cette action a pourtant un intérêt certain par rapport aux opérations spectaculaires habituelles puisqu'elle n'a pour l'instant aucune conséquence juridique. A méditer, en cette période où la désobéissance se paye souvent cher.

### DES CLOWNS OCCUPENT UNE ENTREPRISE DE PROMOTION DU NUCLÉAIRE ET ODORISENT UN CENTRE EDF.

Le 14 février dernier, un collectif de clowns occupe Archividéo, entreprise rennaise qui participe à la promotion des lignes THT via des montages photographiques. Pour mémoire une nouvelle ligne THT devrait relier le nouveau réacteur nucléaire EPR de Flamanville au reste du réseau. Plus de 150 km de lignes dont les effets nocifs sur la santé humaine et animale ne sont plus à démontrer.

Les clowns jouent du second degré. « En ce jour de la fête de l'amour, une escouade d'une douzaine de clowns sur-équipés du front de libération de l'énergie nucléaire (branche armée de la Commission Attali de libération de la croissance) a envahi les locaux de l'entreprise Archividéo, coupable selon eux de ne pas « travailler plus pour pylonner plus ».

« Les employés et leur supérieur ne semblant pas comprendre l'utilité de la démonstration clownesque, les gentilles forces de maintien de l'ordre (moral) ont été appelées et sont arrivées promptement. (...) ».

Et les clowns terminent : « The show must go on... We will be back »

Et effectivement, le show goes on...

Le mercredi 2 avril, une dizaine de clowns-pêcheurs ont profité de la marée basse pour transformer le siège régional d'EDF en criée. Ils

entendent ainsi dénoncer la pêche à la ligne que RTE, EDF et Areva organisent actuellement dans nos campagnes de l'ouest et en Catalogne. Ils demandent aux hypothétiques riverains de ne pas mordre à l'hameçon. Le chant des sirènes leur promet des « compensations » qui se révéleraient « poisseuses » à coup sur. Et terminent une nouvelle fois sur... The show must go on, we'll be back...

2h30 et une trentaine de policiers plus tard, les clowns furent expulsés... Deux clowns se sont retrouvés au commissariat, menottés !

Source : quelques clowns (ou pas) [<http://www.stop-tht.org>]

### CONTRE LES THT, PAS DE LISTE À CHÈVREVILLE.

La petite commune du Sud-Manche, dans le canton de Saint-Hilaire-du-Harcouët a boycotté les élections municipales pour protester contre la future ligne THT qui devrait relier le nouveau réacteur EPR de Flamanville au réseau électrique et qui surplomberait un certain nombre de communes, dont Chèvreville.

Cette tranquille commune a décidé de ne pas élire de maire aux municipales. Il n'y eut aucun votant le 9 mars dernier.

Cette commune du Sud-Manche compte 200 habitants qui refusent en bloc la ligne Très Haute Tension de 400000 volts (THT). Les municipales étaient un bon moyen de se faire entendre ! Le maire sortant défendait de son côté l'enfouissement de la ligne feignant d'oublier que ça ne réglerait en rien les problèmes de santé liés à la THT, et encore moins la question du nucléaire.

L'ensemble de la population de la commune a voté pour le boycott des municipales. Pas de listes, pas de candidats. Même le maire sortant a décidé de ne pas se représenter. Cependant, les élections ont été organisées selon les règles, par la préfecture.

Et que l'honnête citoyen se rassure, la République a prévu la chose : en attendant de nouvelles élections, c'est des émissaires de la préfecture qui gèreront les affaires courantes. Si ces nouvelles élections étaient venues à être de nouveau annulées, la commune aurait alors été rattachée à une commune voisine. Qu'on se le dise la sédition a ses limites...

Et lorsque ce n'est pas la république qui annihile la sédition, c'est tout simplement le citoyen lui-même. Le 20 avril, les citoyens sont massivement retournés voter. Et comme dit le porte-parole de « THT touche pas à Chèvreville » : « pour bien montrer que nous sommes d'honnêtes citoyens ». Comme si ce n'était pas l'Etat qui construisait centrales et THT...

De son côté, Christophe Gosselin, Président de « manche sous tension » se félicitait du regain de civisme lors des municipales et de l'engagement d'anti-THT sur des listes (Manche libre 15/03/2008), comme si l'on pouvait stopper radionucléides et champs électromagnétiques avec des bulletins de vote...

## DES NOUVELLES DE LA RÉPRESSION CONTRE LES « OCCUPEURS » DE PYLONES.

Fin avril dernier et fin mai 3 pylônes des lignes THT en service était occupés par des désobéissants. Ces occupations avaient donné lieu à des plaintes. Une bonne nouvelle tout d'abord, puisque les plaintes portées contre l'occupation de 2 pylônes en Mayenne fin mai dernier n'ont donné lieu à aucune suite. Par contre, celle d'un pylône à Flamanville donne, quant à elle, lieu à poursuite. Si la plainte pour mise en danger de la vie d'autrui a été abandonnée, celle pour atteinte au support de transport de l'électricité est maintenue.

### THT EN CATALOGNE.

15000 manifestants se sont réunis à Perpignan contre la THT le premier mars, ainsi que le même nombre à Girona (Espagne) le 30 mars. Dans les deux cas des milliers de manifestants avaient franchi la frontière franco-espagnole pour s'y rendre. Borloo espère que le projet d'interconnexion entre les 2 pays devrait être bouclé le 30 juin, et fait miroiter l'enfouissement de la ligne voire son passage par voie sous-marine !

Les esprits semblent quelques peu échaudés en Catalogne, notamment à cause de la tentative d'intimidation contre des membres du collectif anti THT de Le Perthus, ainsi que du maire de cette Commune quelques jours plus tôt ( qui ont passé cinq heures en garde à vue pour des inscriptions à la peinture). Pour un des porte-parole du collectif « si ils passent par la force il faudra réagir de la même façon » signalant que les actions et la stratégie du collectif pourraient changer.

### MENACES SUR TERRITOIRES NAVAJOS.

Les territoires Navajos compris entre l'Arizona, l'Utah et le Nouveau Mexique sont menacés par l'industrie nucléaire. Une compagnie minière vient de déposer une demande de permis pour une nouvelle mine d'uranium située au Nouveau-Mexique. Celle-ci a beau être prévue juste à l'extérieur des frontières d'une réserve indienne, elle est néanmoins considérée comme située dans ce qui est considéré comme le territoire navajo.

Les habitant-e-s des terres navajos redoutent toujours les risques de radiation émis par plusieurs milliers de mines abandonnées à la fin de la guerre froide. Alarmés par l'augmentation du nombre de morts du cancer, les tribus avaient alors fait interdire l'exploitation des mines.

Le « New York Times » de son côté, soutient la demande faite par une commission de surveillance du Congrès américain de lancer un plan sur cinq ans pour la décontamination des sites.

Sorte d'épilogue nucléocratique, on décontamine après que les morts se soient accumulés, préalable à une nouvelle installation et à ce que les morts se réaccumulent... (Source les Echos.)

### URANIUM AU NIGER ET RÉSISTANCES TOUAREGS.

Au nord-Niger, australiens, canadiens, britanniques, chinois et les français d'AREVA se partagent une zone de 86000 km2, vouée à l'exploitation de l'uranium. Dans cette zone de pâturages des tribus nomades touaregs, les problèmes de santé s'accumulent dans le plus grand silence des autorités nigériennes.

Outre ce silence, ce sont les touaregs qui sont chassés de leurs territoires de pâturage. La rébellion touareg est elle opprimée par l'Etat nigérien soutenu par les gouvernements occidentaux. Les exécutions sommaires, les arrestations ciblées se multiplient.

Le MNJ (mouvement de rébellion touareg) dénonce les conditions d'exploitation et la répression, mais dans le même temps revendique une meilleure répartition des ressources tirées de l'exploitation de l'uranium (sic!). AREVA exploite une mine d'uranium à 7 km d'Arlit, ville de 60000 habitant-e-s. Les conditions de travail des travailleurs nomades sont des plus précaires et des plus dangereuses. Absence de formation, de dosimétrie, travailleurs remontant couverts de poussières radioactives. Faune et flore sont détruites, tandis que eau et air sont pollués. En 1982, Roger moody écrivait déjà pour WISE : « Ici, des gens parmi les plus pauvres de la planète travaillent dans un environnement parmi les plus mortels qui soient pour fournir l'énergie aux norias de trains mus à l'électricité des nations les plus riches et alimenter leurs bombes en combustible. »

Par ailleurs, la Cogema puise son eau dans le sous-sol de sa mine. Puis bonne fille, l'achemine vers la ville où elle est distribuée gratuitement au bon peuple. En 2007, l'émission 90 minutes de canal+ révélait que le niveau de radioactivité de cette eau dépassait plus de 40 fois les normes déjà fort peu drastiques admises par l'OMS.

La CRII-Rad, laboratoire indépendant, a fait un long travail sur cette question de l'impact sanitaire. Ce travail a été confronté à de nombreux freins. Les résultats de leurs études sont disponibles sur leur site. Depuis plusieurs mois, des réfugiés politiques touaregs de la guerre de l'uranium sillonnent la France pour présenter la situation.

C'est aussi ça le néo-colonialisme nucléaire, pendant de celui d'Elf.

Quelques adresses de sites pour compléter l'information :

<http://www.dissident-media.org/infonucleaire/>  
<http://www.criirad.org/>  
<http://areva.niger.free.fr/>

## RETOUR SUR LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT : L'ÉCOLOGISME D'ÉTAT CETTE SCIENCE POLICIÈRE.

**C'est avec pas mal de retard que nous revenons sur le grenelle de l'environnement de novembre 2007. Pour mémoire ce Grenelle mêlant Etat, syndicats professionnels, ONG environnementales et scientifiques triées sur le volet a été mis en place par le duo Sarkozy-Borloo. Le but affiché, répondre aux nouveaux défis environnementaux. Six groupes de travail ont été constitués : climat et santé, Biodiversités et ressources naturelles, adopter des modes de production et de consommation durables, construire une démocratie écologique, promouvoir des modes de développement écologiques favorables à l'emploi et la compétitivité (sic!)**

Inutile de préciser que pour pas mal de militant-e-s radicaux, tout était déjà dit dans le terme « grenelle ». Le souvenir encore vivace du linéol de 68, ce pacte négocié entre le Parti Communiste, son prolongement syndical la CGT, et l'Etat gaulliste pour maintenir la paix sociale, signifiait de la plus évidente des manières ce qui se jouait ici : un enterrement. La guerre sociale (bien plus modérée que celle de 68) engagée contre les dégâts environnementaux les plus manifestes du capitalisme industriel devait être éteinte par la négociation. Les écologistes d'Etat étaient déjà prêts au déminage de la situation. Greenpeace, Ahlot, Bové, WWF et consorts devenaient de nouveaux Séguys, d'une époque où les catastrophes générées par les raffinements les plus récents ou plus anciens du capitalisme ne cessent de se propager.

Ca fait longtemps que l'écologie politique travaille à désamorcer cette contradiction majeure du capitalisme industriel qu'est la limite environnementale. L'idée même de développement durable, oxymore orwellienne, n'a eu de cesse de nous faire gober que le capitalisme méritait d'être sauvé malgré les dégâts qu'il générait. Et finalement ce Grenelle, malgré la défaite électorale des verts, signifiait la victoire de l'écologie, l'écologie d'Etat, cette écologie qui sous couvert d'humaniser le capitalisme, en soutient les fondements même, et les pratiques les plus autoritaires et militaires.

C'est un nouveau mode de gouvernance qui commence à être négocié, une gouvernance écologique au profit du capital.

**Bien évidemment, les résultats réels de ce Grenelle sont catastrophiques**, des OGM qui continuent d'être promues dans une co-existence toute fictive avec la production non-OGM (les effets de contamination sont ainsi masqués) et une répression accrue sur les faucheurs, aux autoroutes qui ne seront construites « qu'en cas de nécessité »... Quant au ferroutage, il ne pose aucunement la question de la nécessité des flux de marchandises (pourquoi acheter de la fraise espagnole par exemple?), et surtout pas la question de ses besoins énergétiques, notamment en électricité... et ne parlons pas des sujets non abordés comme celui des ondes électromagnétiques du portable aux lignes THT...

Au delà, ce sont quelques nouveaux marchés que l'on finit de lancer à grand renforts de lois, de l'éco-construction à l'agriculture bio industrielle, en passant par les pseudo-véhicules propres. Le marché automobile plutôt stagnant regagne ainsi en vigueur et le travailleur pauvre devra changer de caisse pour aller bosser, ou saisir son vélo et autre foutaise sous surveillance électronique. Bref, s'adapter au meilleur des mondes éco-capitaliste en faisant fi des situations sociales, une sorte d'écologie hors-sol. Celle-là même qui « ne voit plus une rivière, mais un taux de nitrate, un seuil tolérable et non des poissons morts » et qui élève en batterie des écolocrates, technocrates écolos imposant des réponses techniques au déferlement incontrôlé et dévastateur de la technique.

Pour ce qui nous concerne, la promesse de ne pas construire de nouveaux sites nucléaires est un marché de dupes, puisque la France dispose déjà de 58 sites nucléaires prêts à être équipés de nouveaux réacteurs, comme sur le site de Flamanville. Et c'est d'autant plus intéressant de construire sur des sites existants, que ça désarme davantage les oppositions. A Flamanville, par exemple, plus question d'occuper le site comme dans les années 70. On occupe pas un site nucléaire en activité... Qui plus est quand la population ne vit plus que du nucléaire, et s'y soumet... sous le poids de l'argent ou du désenchantement des défaites passées !

D'ailleurs les récents accords passés avec la Chine et la Libye, finissent de nous démontrer que le développement durable, c'est un poil de renouvelable et une grosse louche de nucléaire.

**L'esprit du grenelle c'est également un pan entier dédié à l'éducation à la société du développement durable.** Une sorte de dressage à devenir de bons éco-citoyens-consommateurs. Depuis 2003, l'Etat imprime sur les programmes scolaires la marque du développement durable. Ainsi, une circulaire de juillet 2004, impose à l'enseignement élémentaire et secondaire une dose de développement durable.



Cette circulaire « s'inscrit dans la stratégie nationale en faveur du développement durable, adoptée par le gouvernement en juin 2003, qui souligne le rôle déterminant du système éducatif. »

Ce même rôle d'endoctrinement vers le développement durable tel qu'il est promu par l'Etat est également présent dans la prévention des risques industriels, et notamment des risques nucléaires. En Haute-Normandie, Arlette, la tortue d'alerte, nous apprend à nous protéger du risque nucléaire : « Si vous entendez la sirène d'alerte, vous devez immédiatement "vous mettre à l'abri", c'est-à-dire : Rentrer dans une habitation, fermer portes et fenêtres, obturer les aérations (cheminées...), couper les ventilations mécaniques. » Un magnifique remake de la propagande des films de l'armée américaine compilés dans « Atomic Café » où l'on conseillait au bon peuple yankee de se coucher sous des tables pour se protéger des rayonnements des bombes russes... Par ailleurs autour des sites, comme en Nord-Cotentin, de nombreuses visites scolaires sont organisées par l'exploitant, AREVA ou EDF.

**Le Codirpa (Comité Directeur pour la gestion post accidentelle) n'est pas véritablement autre chose dans la logique de l'habitation au pire.** Ce magnifique prolongement des programmes COWAM ou SAGE prépare avec l'aide d'écologistes émérites comme l'ACRO (laboratoire indépendant) ou Monique Sené (GSIEN), l'après catastrophe en France. Comment organiser la dépollution, gérer les déchets, dimensionner les indemnités ? Bref comment continuer à vivre après que le nucléaire ait dévasté une région ou un pays.

On voit immédiatement en quoi ce programme n'est qu'un clone des programmes CORE ou ETHOS qui en Biélorussie et ukrainie « gère » l'après catastrophe. Bien évidemment non pas en remettant en cause les causes même de la catastrophe, le nucléaire et la société qui va avec, mais en travaillant uniquement sur les conséquences de celles-ci. Qui plus est, ces programmes d'après Tchernobyl entendent apprendre aux populations locales à diminuer leurs risques d'exposition et renvoient ainsi la responsabilité des maladies aux habitant-e-s eux-mêmes, qui ne respectent pas les bonnes nomenclatures de protection.

**L'irruption réelle de la catastrophe ne laisse quant à elle aucune place à la démocratie.** Elle est autoritaire et policière. L'expérience de la Nouvelle Orléans en est l'une des dernières manifestations. Lors du dernier ouragan Katrina, les populations se sont tout autant confrontées à l'ouragan qu'à l'armée et la police protégeant la marchandise contre les pillard-e-s souvent noirs assoiffés et affamés. Les quartiers pauvres ont été les plus touchés, tandis que les prisonnier-e-s crevaient noyés ou était parqué dans des zoos...

Ceux et celles qui ont connus les luttes antinucléaires de Chooz à Plogoff en passant par Flamanville se souviennent de la violence de l'Etat nucléaire, la même que celle de la rue Gay Lussac et des barricades de 68...

C'est bien un Monde qui continue de travailler, celui-là même où le nucléaire s'est édifié et a contaminé la vie et la pensée. La nouvelle gouvernance écolocrate, qu'elle s'exprime dans le grenelle ou ailleurs, n'est au final qu'en appendice de ce Monde-là.

Ce n'est pas tant les conclusions de ce Grenelle qu'il s'agit de dénoncer que ce grenelle même. Ni les organisations environnementalistes (ONG), ni les tenants de l'écologie politique n'ont véritablement dénoncé cette nouvelle gouvernance. Tout juste, certains comme le réseau sortir du nucléaire ont dénoncé ce Grenelle parce qu'il ne parlait pas de nucléaire ou visait à sa relance, tandis que le plus souvent c'est le jeu des concurrences de boutique qui jouait, Greenpeace travaillant ainsi à l'éviction du réseau sortir du nucléaire...

**Plusieurs textes qui nous semblent intéressants ont traité cette question du grenelle de l'environnement :**

**Le texte « notes sur l'écologie d'Etat et le capitalisme vert » des compagnon-ne-s de la coordination contre la société nucléaire qui a largement inspiré ce texte parut notamment dans l'a-périodique cette semaine.**

**Le texte de Roger et bella Belbéocq, « les écologistes contre la sortie du nucléaire » parut dans le bulletin Stop Nogent-Sur-Seine n°115**

**Le texte de l'OLS, « de Grenelle à l'ONUE, sauver la planète pour sauver le capital » parut dans Offensive.**

**Le texte « Quelques remarques sur le grenelle de l'environnement » par JV parut sur le site ami Subversion.**

L'ensemble de ces textes sont disponibles sur notre site

(catégorie textes et analyses) :  
<http://www.anartoka.com/cran/>

Ou auprès du collectif:  
[CRAN@no-log.org](mailto:CRAN@no-log.org)